

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-EM / n° 2004-10
Affaire suivie par M. Evrard
☎ 03.21.21.21.53
fax 03.21.21.23.04
michel.evrard@pas-de-calais.pref.gouv.fr

Le
présenté à M. Le Chef
du D.D. de : *Libéral*
Bureau, le 18/1/05
Le Directeur

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE MARCK

EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE DE SABLE

SA SCHOONBERG

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment l'article 18;

VU les arrêtés préfectoraux des 4 avril 1973, 14 septembre 1989, 14 janvier 1998, 25 mars 1998 et 2 décembre 1999 ayant autorisé la SA SCHOONBERG, dont le siège social est situé PAE du Pont de Spycker – 1, route de Mardyck – 59380 SPYCKER, à exploiter une carrière de sable au lieu-dit « Les Ursulines » sur le territoire de la commune de MARCK;

VU la demande de la SA SCHOONBERG en vue d'être autorisée à modifier les conditions et le délai de la remise en état de ladite carrière;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 8 juin 2004;

VU l'avis de M. le Maire de la commune de MARCK en date du 3 août 2004;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 16 juillet 2004;

VU l'avis de M. le Chef de la Mission Inter-Services de l'Eau en date du 3 septembre 2004;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 21 octobre 2004;

CONSIDERANT que les observations formulées par les services consultés ont été prises en compte dans les prescriptions ci-dessus;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 25 octobre 2004;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières en date du 5 novembre 2004, à la séance de laquelle le pétitionnaire était absent;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire en date du 18 novembre 2004;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas formulé d'observation dans le délai qui lui était imparti;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-10-253 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE

ARTICLE 1 – ACTIVITES AUTORISEES

La S.A. SCHOONBERG, dont le siège social est situé à FERQUES (62250), doit pour la poursuite de l'exploitation de la carrière située lieudit « Les Ursulines » à MARCK, respecter les dispositions du présent arrêté, complémentaires à celles des arrêtés préfectoraux des 4.4.1973, 14.09.1989 et 14.01.1998.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les installations de la carrière autorisée par arrêtés préfectoraux susvisés et les installations connexes à la carrière, sont exclusivement sises sur les parcelles cadastrales AM 17 p (nouvelle dénomination AM 267 p), AM 299 et AM 264 p du cadastre de la commune de MARCK et couvrent une superficie globale de 19ha 25a 38ca.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REMISE EN ETAT

Conformément aux plans « Etat final », « coupe AB » et « coupe BC », établis par Gilles NOYON, datés de septembre 2003 joints en annexe au présent arrêté, les berges du plan d'eau devront présenter une configuration irrégulière et des pentes douces de manière à permettre le développement d'une végétation aquatique et la végétation spontanée sera favorisée.

L'ensemble du site du site sera remis en forme avec apport d'un substrat sableux provenant du site pour relancer une dynamique floristique autochtone.

Le remblayage sera réalisé avec apport de matériaux issus de chantiers de terrassement, préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Il est interdit de déverser dans la carrière des matériaux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux superficielles ou souterraines. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leurs provenance, destination, quantité, caractéristique et les moyens de transports utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Sont notamment interdits pour le remblayage, les matériaux putrescibles (bois, papier, carton, déchets verts, les matières plastiques, les métaux, le plâtre). Les matériaux qui pourraient être valorisés (bétons, enrobés routiers) doivent également être écartés lorsqu'il existe des possibilités de recyclage.

Les matériaux apportés ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille ; avant enfouissement, les déblais doivent subir un examen visuel et un triage qui permettent de déceler des éléments indésirables ; ils sont ensuite poussés par un boueur ; une benne pour la récupération des refus est à prévoir.

L'exploitant réalisera à fréquence annuelle, une analyse des eaux de surface permettant d'apprécier leur qualité.

- L'ensemble des terrains sera nettoyé et l'ensemble des structures n'ayant pas d'utilité seront supprimées.
- La remise en état du site sera achevée au plus tard le 31.03.2005.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS MAINTENUES

Les autres dispositions des arrêtés préfectoraux du 04.04.1973 et du 14.09.1989 non contraires au présent arrêté restent valables.

ARTICLE 5 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières, permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière sur la période considérée, est déterminé en application de l'arrêté ministériel du 10.02.1998 ;

période	Montant des garanties financières en euros TTC	Surface remise en état a l'échéance considérée en ha
14.06.1999 / 31.03.2005	70 749,45	19ha 25a 38ca

pour la valeur de l'indice TP 01 de 410,7 en date de juillet 1998.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Le document attestant la constitution des garanties financières, établi conformément au modèle de l'arrêté ministériel du 01.02.1996, est adressé au préfet dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il est accompagné de la valeur datée du dernier indice TP 01, établie à partir d'un ouvrage faisant foi. La valeur de l'indice TP 01 est consultable au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS ABROGEES

Les prescriptions des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02.12.1999, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04.04.1973, les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'extension du 14.09.1989 et les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25.03.1998 sont abrogées, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 8:

Si l'exploitant ne se conforme pas aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 9 – DÉLAI ET VOIE DE RECOURS (art. L 514-6 du Code de l'Environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 10 – PUBLICITÉ :

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de MARCK et peut y être consultée.

Le présent arrêté sera affiché en Mairie de MARCK pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Monsieur le Maire de MARCK.

Le présent arrêté sera également affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 11 – EXÉCUTION :

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Sous-Préfet de CALAIS, Monsieur le Maire de MARCK et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

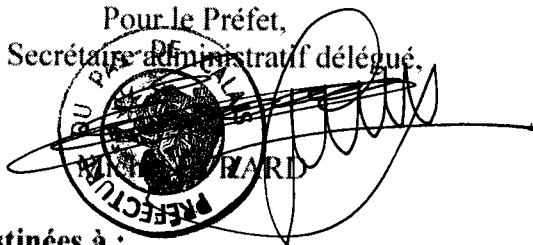
ARRAS, le 17 janvier 2005

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé: Patrick MILLE

Pour ampliation:

Pour le Préfet,
Le Secrétaire administratif délégué.



Ampliations destinées à :

- M. le Directeur de la SA SCHOONBERG
- M. le Sous-Préfet de CALAIS
- M. le Maire de MARCK
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Dossier